

L'ACCROISSEMENT DU BUDGET DESTINÉ À L'HABITATION
COMME STIMULANT À LA CRÉATION D'EMPLOIS

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, si le ministre considère l'ensemble du pays comme une seule région, il a raison de dire que nous nous inquiétons du chômage régional. Si le ministre n'envisage pas de réduire les impôts pour combattre le chômage, envisagera-t-il d'apporter les changements proposés plus tôt, soit, d'accroître le budget destiné à l'habitation à l'échelle nationale? Cette mesure toucherait les municipalités de tout le pays, favoriserait la création d'emplois et répondrait aux besoins de logements.

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'étudierai volontiers cette proposition. En lisant le dernier rapport, j'ai remarqué que la construction de logements au Canada a atteint, et je pense pouvoir le dire avec raison, un sommet presque historique. Il est évident que le gouvernement voudra étudier sérieusement, au cours des prochains mois, la proposition du député et certaines autres.

* * *

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES DONNÉES SERVANT DE BASE AU CALCUL DE L'ÉCONOMIE
PRÉVUE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, puis-je poser ma dernière question supplémentaire au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration? Peut-il confirmer que l'économie de 110 millions de dollars qu'il prévoit réaliser l'an prochain en modifiant la Loi sur l'assurance-chômage, est fondée sur l'hypothèse qui figure dans un document de son propre ministère, soit que le taux de chômage se maintiendra, l'an prochain, entre 7 et 8 p. 100?

L'hon. Jack Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, il faudrait y être forcé pour se souvenir de toutes les statistiques que nous lançent le député, et surtout mon ministère. Je vais certes étudier la question du député. Les économies prévues sont fondées sur une série de chiffres se rapportant au chômage à certains niveaux.

* * *

[Français]

LA MAIN-D'ŒUVRE ET L'IMMIGRATION

ON DEMANDE QUE LES SERVICES DU MINISTÈRE SOIENT MIS À
LA DISPOSITION DES DÉPUTÉS

M. Armand Caouette (Villeneuve): Monsieur le président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Le ministre pourrait-il dire à la Chambre si nous, les députés, pouvons toujours compter sur un service adéquat des fonctionnaires de son ministère pour aider les gens qui font appel à nos services?

[Traduction]

L'hon. Jack Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, c'est l'un des meilleurs ministères. Il est formé d'un groupe d'hommes et de femmes dévoués qui sont au service du public. Si le député pense à un

Questions orales

cas en particulier qu'il veut me signaler, je puis lui assurer que nous ferons le nécessaire.

[Français]

M. Caouette: Monsieur le président, je désire poser une question supplémentaire.

Le ministre pourrait-il expliquer à la Chambre comment il se fait que l'on ne donne pas à ma circonscription, et surtout à mon bureau, les services nécessaires pour desservir les commettants qui paient le gros prix par leurs impôts? Comment se fait-il également que les demandes de mes commettants, qui sont transférées au bureau régional de Montréal, restent aussi longtemps sans réponse? Si le ministre croit que cette situation existe à cause du manque de personnel, peut-il s'engager à y remédier immédiatement, afin de rendre justice aux citoyens du Canada et à ceux du Nord-Ouest du Québec?

M. Cullen: Monsieur le président, il faut tout d'abord que j'examine la situation décrite par l'honorable député.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE

LES MESURES PRÉVUES EN VUE DE L'ACCROISSEMENT DE LA
PRODUCTIVITÉ DU SECTEUR MANUFACTURIER—DEMANDE DE
DÉPÔT DE L'ÉTUDE SUR LA PRODUCTIVITÉ

M. Bill Kempling (Halton-Wentworth): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce mais, en son absence je la poserai au ministre suppléant. La balance commerciale du Canada sera encore déficitaire cette année, le quatrième déficit consécutif sous ce gouvernement. Ce même gouvernement a pour politique de promouvoir et de financer les contrats clefs en main à l'extérieur. Or, dans la plupart des cas, ces installations sont très supérieures à tout ce que nous avons au Canada au point où nous devons en importer la production ou lui faire concurrence sur les marchés internationaux. Je voudrais savoir quelles mesures immédiates le gouvernement a prévues pour accroître la productivité de notre secteur manufacturier?

L'hon. Len Marchand (ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, il faudra que je prenne note de la question du député, mais je tiens à l'assurer que le gouvernement canadien est vivement intéressé à étendre ses activités partout dans le monde, notamment celles qui portent sur divers aspects du commerce, sur les contrats clefs en main et sur les entreprises en coparticipation. Nous voulons élargir ces activités.

M. Kempling: Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au ministre suppléant de l'Industrie et du Commerce. Étant donné les derniers chiffres sur le chômage, avez-vous l'intention de déposer l'étude sur la productivité que le groupe DM-10 de votre ministère a faite? Si oui, quand pourrions-nous en prendre connaissance et allez-vous la renvoyer à un comité de cette Chambre pour qu'il l'examine?

M. Marchand: Monsieur l'Orateur, je prendrai note de cette question et j'en aviserai le député.

Une voix: Êtes-vous le ministre?